



**PRÉFET
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
6 avenue Général de Gaulle
CS90254
43000 Le Puy-en-Velay Cedex

Au Puy-en-Velay, le 16/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOC EXTRUSION DU POLYETHYLENE A.BARBIER

La Guide
B.P. 39
43600 Sainte-Sigolène

Références : UiD4243-EAR-024-384
Code AIOT : 0005600261

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/10/2024 dans l'établissement SOC EXTRUSION DU POLYETHYLENE A.BARBIER implanté ZI LES TAILLAS 43600 SAINTE-SIGOLENE. L'inspection a été annoncée le 18/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOC EXTRUSION DU POLYETHYLENE A.BARBIER
- ZI LES TAILLAS 43600 SAINTE-SIGOLENE
- Code AIOT : 0005600261
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site a une activité de recyclage de matières plastiques qui peuvent être de 3 types : les déchets de production du groupe Barbier, des déchets industriels et des déchets ménagers. Ces matières sont traitées afin d'obtenir des granulés plastiques qui seront réutilisés dans les productions du groupe Barbier.

Le site traite 12 000 tonnes de déchets par an, ce qui lui permet de régénérer 9000 tonnes de matières premières recyclées.

Le site fonctionne en 5X8, 24/24 h et 7/7 j et connaît un arrêt de production pendant 15 jours en août.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 22/07/2010, article 4.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
10	Porter à connaissance	Code de l'environnement du 16/10/2024, article R.181-46	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 18/10/2011, article 1	Sans objet
2	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 22/07/2010, article 3.2.2	Sans objet
3	Effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 22/07/2010, article 4.1.2	Sans objet
5	Prévention risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 22/07/2010, article 7.2.3	Sans objet
6	Prévention risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 22/07/2010, article 7.4.3	Sans objet
7	Prévention risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 22/07/2010, article 7.4.7	Sans objet
8	Défense incendie	Arrêté Préfectoral du 22/07/2010, article 7.5.3	Sans objet
9	Défense incendie	Arrêté Préfectoral du 22/07/2010, article 7.5.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant dispose d'un plan des réseaux sommaire et non exhaustif. Il doit réaliser la mise à jour de ce dernier en y faisant figurer les points listés dans le point de contrôle n°4.

L'exploitant doit régulariser sa situation administrative concernant les 3 silos installés dos au bâtiment.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/2011, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Liste des installations classées
Prescription contrôlée : Rubrique 2661-1-a → Q=15t/j (A) Rubrique 2714-1 → Q= 1100m ³ (A) Rubrique 2791-1 → Q=112t/j (A) Rubrique 2662-2 → Q=2200m ³ (E) Rubrique 2921-1-b → Q= 40kW (D)
Constats : L'exploitant indique que les quantités maximales autorisées n'ont pas évolué. Néanmoins, l'exploitant a indiqué une erreur dans l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 18/10/2011 concernant la rubrique 2921-1-b : les 40kW indiqués dans l'arrêté correspondent à la puissance de l'appareil, pas à la puissance thermique évacuée qui est de 1047kW. Cette erreur n'entraîne pas de modification de régime, le seuil étant fixé à 3000kW.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2010, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; à une teneur en O ₂ ou CO ₂ précisée dans le tableau ci-dessous . Concentration en mg/Nm ³ de poussière : - 100 si flux horaire inférieur ou égal à 1kg/h ; - 40 si flux horaire supérieur à 1kg/h
Constats : L'exploitant a présenté le rapport de la dernière campagne de mesure des rejets atmosphériques (poussières), daté du 14/03/2023 et réalisé par l'APAVE. Ce rapport indique que les mesures sont conformes avec les valeurs limites d'émissions de l'arrêté préfectoral du 22/07/10
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2010, article 4.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Protection des réseaux d'eau potable
Prescription contrôlée : Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bac de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.
Constats : Lors de la visite, la présence des disconnecteurs a été constatée. L'exploitant tient à jour un registre avec la maintenance réalisée sur ceux-ci.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2010, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none">- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)- les secteurs collectés et les réseaux associés- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs,...)- les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu)
Constats : L'exploitant a présenté un plan des réseaux ne comportant que les réseaux d'eaux pluviales et d'eaux sanitaires usées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans un délai de 6 mois, l'exploitant devra transmettre à l'inspection un plan des réseaux faisant apparaître : <ul style="list-style-type: none">- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)- les secteurs collectés et les réseaux associés- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs,...)- les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Prévention risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2010, article 7.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : (...) Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : Le dernier contrôle des installations électrique a été réalisé le 22/12/2023. Elle ne fait apparaître aucune non conformité
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2010, article 7.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir- 50 % de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">- dans le cas de liquide inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 800l. (...)
Constats : Lors de la visite, les stockages contenant des liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols qui ont été rencontrés étaient placés sur rétention (bac de rétention, armoire fermée avec rétention intégrée).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Prévention risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2010, article 7.4.7
Thème(s) : Risques accidentels, Dépotage
Prescription contrôlée : Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions (...) Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement. Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage, à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.
Constats : L'exploitant a indiqué que les aires de dépotage sont conçues pour que les produits dangereux soient récupérés par écoulement gravitaire dans une zone de rétention. Les regards de collecte des eaux pluviales sont équipés de grilles permettant de retenir les granulés de polyéthylène. Pendant les opérations de dépotage, des tapis sont disposés sur les regards d'évacuation pour isoler les réseaux et assurer la mise en rétention. L'exploitant indique que les stockages sont équipés de sonde de niveaux. Il indique également qu'ils ne sont jamais remplis complètement. La cuve de fioul est également placée sur rétention.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2010, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Outre le poteau incendie et la réserve d'eau communale situés à proximité, l'établissement dispose à minima : <ul style="list-style-type: none">- d'extincteurs en nombre et en qualité adaptée aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et déchargement des produits et déchets ;- de robinets d'incendie armés ;- de réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles.
Constats : Par échantillonnage, des extincteurs et des robinets d'incendie armés sont présents sur le site, ils sont visibles et accessibles. Des réserves de sable ont également été observées lors de la visite.

Type de suites proposées : Sans suite
N° 9 : Défense incendie
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2010, article 7.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. (...) Les dates, les modalités de contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : La dernière vérification des extincteurs et des robinets d'incendie armés a été réalisée le 05/12/23. Le rapport de vérification ne fait état d'aucune observation concernant les extincteurs. Concernant les robinets d'incendie armés, quelques défauts mineurs ont été observés, mais ils ont été corrigés.
Type de suites proposées : Sans suite
N° 10 : Porter à connaissance
Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2024, article R.181-46
Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance
Prescription contrôlée : (...) II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. (...)
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence de 3 silos de stockage adossés au bâtiment. L'exploitant a indiqué qu'ils avaient été installés récemment et qu'aucun porter à connaissance n'avait été transmis au préfet.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans un délai de 3 mois, l'exploitant devra transmettre au préfet un porter à connaissance permettant d'apprécier la substantialité de la modification des installations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois